

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Bienvenue au cirque de Corée

Pour la première fois en France, le cirque de la République populaire démocratique de Corée se produira à Paris, du 25 novembre au 8 janvier.

La connaissance d'un art populaire et traditionnel en Corée, qui a atteint une haute maîtrise technique, représente un événement artistique important. Clowns acrobates et funambules se succéderont sur la piste dans un tourbillon joyeux et coloré, pour la plus grande joie des petits et des grands.

Mais la visite du cirque de Corée est aussi un événement politique. Travailleurs d'un pays socialiste, les artistes coréens sont les propagandistes des brillants succès de la construction du socialisme en Corée, sous la direction du président Kim Il Sung, les ambassadeurs de l'amitié avec les peuples du monde.

Cet aspect est d'autant plus important que

A la Celle-Saint-Cloud

UN LYCEE FLAMBE

Il était construit sur le modèle du CES Pailleron

Le lycée Cornelle de La Celle-Saint-Cloud a été partiellement détruit mercredi par un incendie.

D'après un officier de sapeurs-pompiers, sans une intervention rapide, tout aurait flambé comme un fétu de paille. «Le système d'affaissement en château de cartes qui s'est produit au CES Pailleron était en train de se produire ici» a-t-il précisé. Ce lycée était en effet construit sur le même modèle et avec les mêmes matériaux que le CES Pailleron à Paris. Après l'incendie de ce dernier, les normes de sécurité avaient été modifiées et il s'avérait qu'il n'en présentait que dix sept sur cinquante. Les associations de parents d'élèves avaient alors dû faire de longues démarches pour obtenir notamment la construction d'un escalier extérieur.

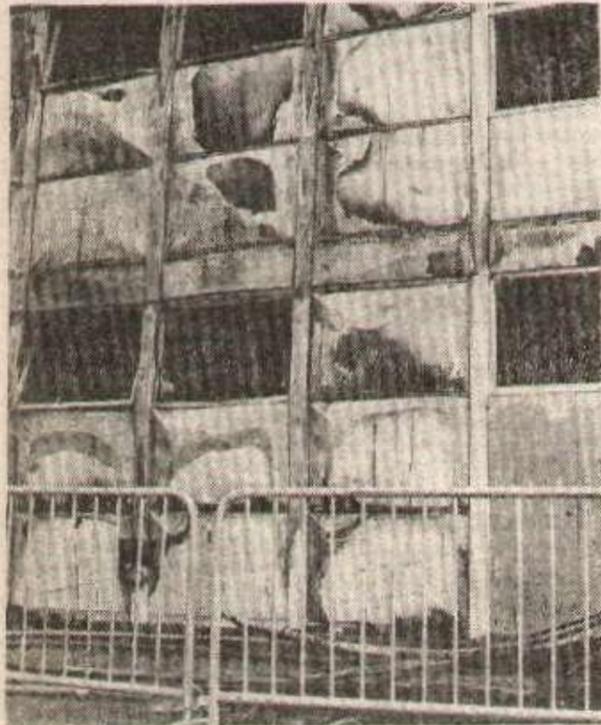
Or, celui-ci aurait été indispensable aujourd'hui si le feu s'était déclaré un jour où les élèves étaient présents. On mesure encore plus la gravité de ces faits quand on sait que se trouvent en France 56 établissements construits selon le même procédé «Bender».

Le ministre de l'Éducation, Haby, n'a pas trouvé mieux, quant à lui, que d'oser essayer mettre l'incendie sur le compte... de la campagne de presse menée autour du procès Pailleron qui serait d'après lui «à certains égards une sorte d'incitation à multiplier les expériences... d'incendies».

L'association des familles des victimes de l'incendie du CES Pailleron s'est aussitôt dite «indignée par les déclarations du ministre de l'Éducation». «Quelles campagnes de presse, a-t-elle déclaré, ont donc entraîné les incendies de Nice, Sarcelles, et Cateleu, qui comme à Pailleron, ont abouti à la destruction totale des bâtiments ? Quelles campagnes de presse ont donc inspiré les hauts fonctionnaires qui ont choisi, agréé et imposé un procédé de construction au rabais ne présentant aucune garantie de sécurité ? Les vingt morts de Pailleron seraient-ils le fait des activités subversives d'une presse irresponsable». Haby ne peut le cacher, le responsable de ces morts et des risques que courent de nombreux élèves, c'est le souci de rentabilité avant tout du système capitaliste.

A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS

Camarades lecteurs et diffuseurs, l'Humanité rouge quotidien paraît sur 8 pages dans les éditions datées du vendredi à partir du 25 novembre. Dans ce numéro spécial, quatre pages seront consacrées à la bataille politique de 1978 menée par les marxistes-léninistes. Camarades, pour une plus ample diffusion de ce numéro spécial, passez vos commandes à l'administration : L'Humanité rouge BP 61 - 75861 - Paris Cedex 18



Editorial

Le PCF et les travailleurs immigrés

Les dirigeants du PCF se sont efforcés depuis le début de saboter la lutte des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra. Ils ont refusé de reconnaître le Comité de coordination que se sont donnés ces travailleurs pour diriger leur lutte ; ils ont essayé d'entreprendre par le biais de la direction CGT des négociations séparées avec la Sonacotra.

Dernièrement, ils ont cherché à présenter la manifestation du 19 novembre contre les mesures Stoléro, comme une manœuvre destinée à isoler les immigrés (il faut le faire !) ; puis, quand il n'a plus été possible d'en cacher le succès, ils se sont bornés à la mentionner en quelques lignes en masquant soigneusement que c'est la Coordination nationale des foyers Sonacotra qui en avait eu l'initiative. Voilà le vrai visage des dirigeants révisionnistes, leur attitude réelle à l'égard des travailleurs immigrés et de l'unité de la classe ouvrière : sabotage et mensonges, black-out sur la solidarité de classe que se développe.

Mais par ailleurs, ils ont l'ambition, face au gouvernement, de se faire passer pour les grands défenseurs des travailleurs immigrés. Jean Colpin, membre du Bureau politique du PCF, vient de présenter dans ce but un ensemble de propositions de lois concernant le «statut des immigrés». Pourquoi un statut à part ? C'est qu'aux yeux des dirigeants du PCF, les immigrés représentent une catégorie de travailleurs à part dont la surexploitation par le capitalisme permet d'engraisser une aristocratie ouvrière. Voilà pourquoi il n'est pas question pour eux de se battre réellement pour l'égalité des droits. Jean Colpin se borne simplement à demander un statut «démocratique» qu'il oppose au sort des immigrés sous l'actuel gouvernement.

Un exemple de cette «démocratie» : à propos des expulsions, le PCF déclare qu'avec ce projet de loi «de telles mesures arbitraires seraient impossibles»... Aucun immigré ne pourrait être expulsé sans passer auparavant devant des commissions... Autrement dit, il n'y aurait que des expulsions «démocratiques». Sur le fond le projet du PCF est le même que celui du pouvoir : réduire l'immigration en France. Mais il tient à observer des formes plus «démocratiques» du moins en paroles : c'est la seule différence.



le gouvernement français refuse de reconnaître l'existence de la République démocratique et populaire de Corée et continue d'entretenir des liens diplomatiques avec le régime fantôme de la Corée du Sud. Un black-out presque complet est observé par la grande presse française sur ce pays. Il poursuit son édification socialiste en jouant un rôle grandissant dans les luttes du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonie. C'est le sens de la déclaration faite par le responsable de la troupe du cirque de Corée à son arrivée à Paris, à la délégation venue l'accueillir : «Je suis fermement convaincu que la présente visite de la troupe du cirque de Pyongyang dans votre pays sera couronnée de succès avec votre collaboration active en contribuant ainsi au développement des relations entre nos deux pays.»

Vendredi 25 novembre : 20 h 30.
Samedi 26, 14 h 15, 17 h 30, 20 h 30 - Dimanche 27 : 14 h 15, 17 h 30 ; mardi 29 : 20 h 30 ; mercredi 30 : 20 h 30.

Tempête dans la Manche 4 pêcheurs portés disparus

Sur les côtes de la Manche, la tempête a repris dans la nuit de dimanche à lundi. Et pourtant, de nombreux pêcheurs ont pris la mer pour ne pas rater la campagne de la coquille Saint-Jacques. Cette pêche très réglementée n'est autorisée qu'en nombre limité de jours et leurs revenus sont si faibles qu'ils n'ont pas voulu perdre un seul jour. Plusieurs n'ont pu résister à la tempête : une mer très agitée et forte et un vent qui soufflait avec des pointes de plus de 30 mètres seconde. C'est le cas du chalutier « Sans pitié » du port de Laque, près de Saint-Brieuc. Il a coulé à la suite d'un coup de vent et les quatre pêcheurs qui étaient à bord n'ont pas été retrouvés.



Des écoliers de Montpellier

« Nous sommes contre le racisme »

Dans notre classe, il y a beaucoup de copains et de copines dont les parents sont immigrés (Algériens, Marocains, Portugais, Espagnols).

Nous avons remarqué que certains maîtres embêtent souvent nos copains et copines. C'est le cas du nôtre : dans les punitions, il est plus sévère avec les jeunes immigrés qu'avec les Français. Avec une élève immigrée, qui a des difficultés en français, le maître en profite pour lui donner plus de travail, et comme elle a du mal à suivre, il peut la punir davantage.

Quand on fait de la gymnastique, le maître s'occupe plus des Français que des immigrés. Il a regroupé les immigrés dans une équipe de hand-ball et il les laisse souvent tomber pour s'occuper des Français. Nous avons fait cet article pour défendre nos copains et copines immigrés. Il ne faut pas laisser le racisme nous séparer de nos copains. C'est pourquoi il faut s'entendre entre nous tous pour montrer au maître qu'on n'est pas d'accord quand il est raciste.

Des écoliers des Tritons

Télévision

Dimanche 27 sur FR 3-20h30

L'homme en question : B.-H. Lévy

Ce spécimen de cette nouvelle race de penseurs qui se dénomme « les nouveaux philosophes », est né à Neuilly dans une famille bien bourgeoise. Il a fait des études de philosophie normale et supérieure. En mai 68, il « a suivi les événements de sa chambre... » Il est devenu célèbre dans certains milieux après avoir écrit un livre, « La barbarie à visage humain ». Dans ce livre, notre nouveau philosophe étale des idées pour

le moins éculées. Il prétend faire le procès du marxisme et de tout progressisme en général. Pour notre philosophe, une société meilleure est une absurdité dangereuse. La servitude est une habitude terrible, certes, mais dont les hommes ne peuvent se passer.

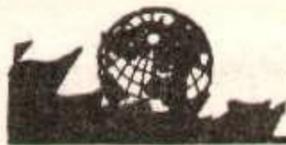
D'après « Le Canard enchaîné », Giscard aurait insisté auprès de la productrice de l'émission pour que Lévy passe rapidement à la télévision. Ça vous étonne ?

Mercredi 30 sur A 2-22h25

Les jeunes et la justice

Pour un certain nombre de jeunes interrogés, surtout appartenant aux couches populaires, la justice n'est pas la même pour tous. Pour un jeune travailleur habitant un quartier populaire de Châlons-sur-Marne, seuls l'argent et les relations permettent l'impunité. Les jeunes, souvent cible préférée des flics, de même que les

immigrés, sont particulièrement sensibles à l'inégalité des classes en particulier devant la justice. Bien sûr, cette émission fera s'exprimer d'autres jeunes que ceux du peuple. Eux, ont bien sûr une tout autre opinion, tel ce Bruno, étudiant en droit, pour qui les juges font preuve de faiblesse.



• Mouvement communiste international Le Parti communiste de Pologne soutient la thèse des trois mondes

Dans un article intitulé « Vive la pensée maotse-toung », Kazimierz Mijal, secrétaire général du Comité central du Parti communiste de Pologne a souligné que la théorie sur la division en trois mondes, formulée par le président Mao, explique le développement des contradictions fondamentales du monde contemporain en se fondant sur la méthode classique marxiste-léniniste.

... « En élaborant la théorie de la différenciation en trois mondes, l'article réfute les arguments fallacieux selon lesquels cette théorie « dévie de l'analyse de classe et oublie la lutte de classe ».

Il refuse aussi le point de vue erroné selon lequel il ne faudrait pas mettre à profit les contradictions entre le premier et le second monde ni entre les Etats-Unis et l'Union soviétique car ce serait « s'appuyer sur une puissance impérialiste pour en combattre une autre ».

Tout comme l'ont fait Marx, Engels, Lénine et Staline en leur temps, dit l'ar-

ticle, l'analyse du président Mao Tsé-toung sur les rapports dans le monde d'aujourd'hui et sa théorie sur la division en trois mondes constituent un effort conséquent pour décrire le développement des contradictions fondamentales dans le monde d'aujourd'hui en adoptant la méthode marxiste-léniniste classique. Cette analyse aide le prolétariat de tous les pays et leurs partis révolutionnaires à définir leur propre ligne politique en vue de rallier toutes les forces révolutionnaires du monde. (...)

(...) L'article cite de nombreux faits pour dé-

montrer que le tiers monde est pour l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique une source d'énormes profits d'où ils tirent leur puissance économique.

Par ailleurs, l'article indique que le camp socialiste a cessé d'exister dès que l'Union soviétique a dégénéré en un Etat social-impérialiste. La grande Révolution chinoise a repris la bannière abandonnée par la clique révisionniste Krouchtchev-Brejnev et avance courageusement le long de la voie de la révolution d'Octobre et de la dictature du prolétariat.

En même temps, il constitue le maillon faible de la politique de l'impérialisme, du colonialisme et de l'hégémonie des deux super-puissances. Par conséquent, le tiers monde — Asie, Afrique et Amérique latine — est le principal théâtre des tempêtes révolutionnaires dans le monde. (...)

En conclusion, l'article fait l'éloge des succès spectaculaires obtenus par le

Comité central du PCC ayant à sa tête le camarade Houa Kouo-feng dans l'écrasement de la bande des Quatre.

Le 11e Congrès du PCC dit l'article, est un congrès de l'unité et de la victoire, tenu sous le drapeau de Mao Tsé-toung et à la lumière de la ligne révolutionnaire qu'il a définie. Il constitue une grande victoire du Parti, de la classe ouvrière et de tout le peuple chinois, une grande victoire de la voie socialiste sur la voie capitaliste et une grande victoire pour le mouvement ouvrier international et toutes les forces révolutionnaires.

Xavier Rellecom, membre du Parti communiste marxiste -léniniste de Belgique, n'est plus

Le Parti Communiste marxiste-léniniste de Belgique vient de nous faire part de la disparition du camarade Xavier Rellecom, décédé mardi d'une crise cardiaque.

Membre du Bureau Politique du PCMLB, le camarade Xavier Rellecom a consacré sa vie au service de l'émancipation du prolétariat belge et de la révolution mondiale.

Il avait assumé par le passé des responsabilités de dirigeant au sein du Parti communiste de Belgique, de 1936 à 1943, date de son arrestation par la Gestapo.

Par la suite, après la trahison du Mouvement communiste international par la clique de Krouchtchev il poursuivit son combat au sein des communistes marxistes-léninistes de Belgique.

Au nom de tous les lecteurs de notre journal, nous transmettons au camarade Fernand Lefebvre, au Comité central, à tous les militants du parti frère de Belgique nos profondes condoléances, certains qu'ils sauront transformer leur douleur en force pour conduire la classe ouvrière et le peuple de Belgique à de nouveaux succès sur la voie de la révolution.

• Afrique du Sud

Trois jeunes Noirs ont été condamnés à Pretoria à des peines de 11 à 20 ans de prison pour activités terroristes.

Les trois condamnés ainsi que les spectateurs noirs présents à la Cour Suprême de Pretoria ont accueilli la sentence en levant le poing et en lançant des slogans anti apartheid.

Thomas Velapi, Masuku, 28 ans a été condamné à 20 ans de prison pour avoir subi un entraînement militaire au Mozambique et introduit des armes et des explosifs dans le pays, ainsi

que pour avoir recruté des volontaires pour la guérilla.

Thomba Stephens Nkosi, âgé de 19 ans, a été condamné à 16 ans d'emprisonnement pour les mêmes raisons tandis que Richard Chauke, âgé de 25 ans a reçu une peine de 11 ans de prison pour avoir aidé au recrutement de futurs guérilleros.

Les trois condamnés étaient, selon le juge, membres de la Convention du Peuple Noir, un des mouvements de la Conscience noire, mouvement interdit le mois dernier par le gouvernement raciste.

• Egypte

On apprenait mercredi que 425 Palestiniens ont été expulsés d'Egypte depuis le vendredi précédent. Dans la nuit de mardi à mercredi, le directeur du

bureau de l'OLP au Caire, El Sourani, avait été expulsé de la représentation du mouvement Fatah et le chef de la Fédération des étudiants palestiniens.

BROCHURES ENCORE DISPONIBLES

- La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne (2F 50)
- Les cris de la commune (3F)
- 106e anniversaire de la Commune de Paris, manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge (5F)
- France 1977 : Les travailleurs et le logement (3F)
- La Chine reste rouge. 11e retour de Chine d'une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par Jacques Jurquet
- Les dirigeants du PCF contre les travailleurs : quand ils sont au pouvoir (5F)
- Citroën, bague capitaliste. De la révolte à la lutte organisée (5F)
- Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances - Documents des revues Aydinlik et Halkin Sesi (5F)
- Zaïre : Poursuivre fermement la lutte contre le social impérialisme russe et ses laquais - Des communistes marxistes-léninistes zaïrois (5F)

Passer exclusivement vos commandes à APN - Editions BP 279 78866 - Paris Cédex 18

• URSS

Le Secrétaire de la section soviétique d'Amnesty Internationale, M. Vladimir Albrecht a déclaré mercredi avoir été interrogé trois fois en une semaine par le KGB à propos de sa organisation.

Les enquêteurs du KGB ont questionné Albrecht sur les membres appartenant à la section soviétique d'Amnesty, les buts de l'organisation, ses lieux et dates de réunion.

M. Albrecht a déclaré aux correspondants occidentaux qu'il craignait

qu'un procès ne soit en préparation contre lui. Son prédécesseur au poste de secrétaire d'Amnesty, A. Tvedokhobov, a été condamné en 1976 à cinq années d'exil.

Quant à l'ancien président de l'organisation, V. Tourchine, il a émigré sous la pression des autorités en septembre dernier et a été aussitôt remplacé par l'écrivain G. Vladimov.

Il a ajouté que le KGB l'avait en même temps interrogé à propos des trois dissidents actuellement emprisonnés, Chcharansky, Orlov, Gamhkasourisia.



La bataille politique de 1978

Un 8 pages une fois par semaine

LES THEMES ABORDES

Dans notre édition datée du 15 novembre, était annoncée la parution d'un huit pages tous les vendredis, comprenant quatre pages consacrées exclusivement à la préparation de la bataille politique de 1978. Plusieurs thèmes y seront régulièrement abordés. Pour la période allant jusqu'au 15 janvier, quatre ont d'ores et déjà été retenus. Ils y figurent dès ce numéro.

1) UN TOUR DE FRANCE DES ENDROITS OU L'ON PARTICIPERA A LA BATAILLE EN PRESENTANT DES CANDIDATS :

- Les caractéristiques locales du point de vue économique et politique, les forces politiques en présence.
- Présentation de nos candidats et ce qu'ils représentent du point de vue de la lutte de classe.
- L'activité des communistes marxistes-léninistes dans les entreprises et les quartiers populaires.
- Les axes de la campagne locale des marxistes-léninistes (qui sont liés à la campagne nationale).
- Les interventions dans les réunions publiques des partis bourgeois.

- Les traditions de lutte dans la région et la situation actuelle.

- Le rôle que joue la presse bourgeoise, etc.

2) SITUER POLITIQUEMENT, à partir de leurs prises de position nationale, et de leur pratique, DIFFERENTS PARTIS OU ORGANISATIONS SUR QUELQUES QUESTIONS CLES (qui peuvent varier). Par exemple, vis-à-vis des deux superpuissances et notamment du social-impérialisme russe ; vis-à-vis de la Chine, du tiers monde ; vis-à-vis du PCF ou de l'Union de la gauche ; vis à vis des syndicats et de la lutte de classe ; leur objectif stratégique, etc.

- Leurs axes de propagande dans la campagne.

3) FAITS ET MEFAITS DES PARTIS BOURGEOIS, au pouvoir nationalement ou localement.

- La biographie de leurs dirigeants.

4) DES QUESTIONS DIVERSES QU'IL EST UTILE DE CONNAITRE. En voici quelques exemples :

- Qu'est-ce que la constitution ?
- Comment fonctionne le Parlement ?
- Qu'est-ce qu'un député ? La composition sociale des députés, etc.

Il s'agit d'une première expérience et il est bien évident que toutes vos propositions, critiques et suggestions sont les bienvenues. Elles contribueront à améliorer à la fois la qualité et la forme de notre arme indispensable qu'est le quotidien des communistes marxistes-léninistes de France, à améliorer notre argumentation dans la bataille contre les politiciens bourgeois que basent tous leur campagne sur la démagogie et les promesses pour essayer de gagner quelques sièges.

La constitution de 1958

Au service des monopoles capitalistes

La question de la constitution de 1958 revient au premier plan dans l'âpre bagarre que les partis bourgeois de droite comme de gauche se livrent en vue des élections législatives de 1978. Le PCF, comme le PS, a proclamé sa fidélité à ce texte dont Giscard entend faire une base d'appui de ses propres positions.

Le 13 mai 1958, une émeute fasciste des tenants de l'Algérie française éclate au moment même où le nouveau gouvernement Pierre Pflimlin (MRP) sollicite l'investiture de l'Assemblée nationale.

A Alger, la police, les parachutistes et des groupes de colons fascistes manifestent en réclamant la création de «Comités de salut public».

A Paris, la confusion la plus totale règne. La profonde crise politique engendrée par la sale guerre coloniale en Algérie aboutit à une crise ouverte des institutions. La IV^e République se décompose littéralement.

Le 15 mai, De Gaulle se déclare «prêt à assumer les pouvoirs de la République».

Le 1er juin, sous la pression de l'armée, mais non sans un secret soulagement, l'Assemblée nationale investit De Gaulle en même temps des pleins pouvoirs et notamment du soin de préparer une constitution nouvelle, soumise à référendum.

Le PCF mène alors une violente campagne sur le thème : «De Gaulle, Algérie Française égale un même complot». Une déclaration solennelle du Comité Central du PCF est publiée : «ce complot d'Alger s'affirme au grand jour comme un complot gaulliste préparé de longue date... Le gouvernement de De Gaulle est un gouvernement illégal issu

de la violence et de la menace réactionnaires».

La préparation de la nouvelle constitution ira très vite. Investi des pleins pouvoirs, De Gaulle en accélère la préparation, confiée à Michel Debré ; il impulse ses idées constitutionnelles, déjà brossées à grand trait dans le célèbre discours de Bayeux du 16 juin 1946 qui avait donné naissance au projet de constitution dont le rejet par référendum avait entraîné son départ du gouvernement.

Le 28 septembre, le référendum a lieu et rassemble 80 % de oui malgré la campagne d'opposition menée par le PCF. La SFIO, elle, se prononce, pour le oui, sauf une minorité de ses adhérents qui s'en sépare pour créer le Parti socialiste autonome qui donnera un peu plus tard naissance au PSU.

La constitution de 1958 marque un net tournant dans les institutions politiques de la bourgeoisie française. Il était voulu depuis longtemps par le grand capital. Le système parlementaire classique, entraînant une très grande instabilité ministérielle, - en moins de 12 ans la quatrième République a compté 20 ministères soit une durée moyenne de sept mois pour chacun d'eux - correspondait aux heurts d'intérêts du capitalisme concurrentiel, mais plus aux besoins d'un capitalisme de

venu fortement monopoliste.

Le personnel politique nombreux et changeant du système parlementaire devient une charge inutile. Les monopoles entendent régler directement les affaires de l'État, dont le budget et les investissements représentent désormais un instrument essentiel à la réalisation et au développement de leurs profits.

Par ailleurs, les mouvements de libération des pays du tiers monde opprimés par le colonialisme et l'impérialisme connaissent, à cette époque, un grand essor, sanctionné par de brillantes victoires. Pour maintenir leur exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires françaises et leur pillage colonial, les monopoles avaient besoin d'une prise en main plus directe de l'appareil d'État. Le coup du 13 Mai leur en a fourni l'occasion. Loin de représenter la mise en place d'un «pouvoir personnel», thèse défendue par le PCF, la constitution de 1958 répond aux besoins d'une classe, la bourgeoisie monopoliste.

Les grands traits qui la distinguent de celle de 1966 - qui ressemblait comme une sœur à celle de 1875 - sont les suivants : un président de la République détenteur du pouvoir réel d'orientation et de décision des grands axes de la politique française ; la mise en place de pouvoirs exceptionnels et absolus qui lui sont conférés en cas de crise politique grave ; l'abaissement considérable des pouvoirs du Parlement.

La réforme de 1962 qui entraîna l'élection du président de la République au

suffrage universel (il était désigné auparavant au 2^e degré par un collège de «grands électeurs») accentua encore ce caractère. Le président de la République, comme l'Assemblée, se présentait désormais, du point de vue de la légalité bourgeoise, sur un pied d'égalité.

Du coup, une situation nouvelle et explosive peut apparaître, du fait du décalage dans le temps des élections présidentielles et législatives. Un président issu des partis de droite peut être appelé à coexister avec une assemblée où l'opposition bourgeoise de gauche se retrouverait majoritaire. Leur projet politique s'opposant sur la meilleure manière d'assurer l'exploitation capitaliste, une situation de paralysie et de crise politique peut en résulter. La constitution de 1958 a prévu ce cas en dotant le président de la République du pouvoir de dissoudre l'Assemblée. Mais une seule fois par an. Au cas où de nouvelles élections maintiennent la même majorité à l'Assemblée, plus rien n'est prévu. C'est là que l'article 16 prend tout son sens puisque «en cas de circonstances extraordinaires», il transfère au seul président de la République tous les pouvoirs du gouvernement, des assemblées et des pouvoirs publics.

C'est ce cadre constitutionnel avec son arsenal répressif, sanctionné par la création de la Cour de Sécurité de l'État qui a déjà jugé plusieurs militants marxistes-léninistes guadeloupéens, corsés, que le PCF et le PS se sont engagés à respecter en signant le Programme commun en 1972, affirmant ainsi encore plus crûment leur nature d'ennemi de la classe ouvrière et des travailleurs de France.

Qui est Giscard ?

Entré au gouvernement de l'État (comme on dit chez les politiciens bourgeois) depuis plus de 20 ans, Giscard n'avait jamais caché son ambition de devenir président de la République. Voilà qui est fait depuis 1974.

Celui que De Gaulle qualifiait en privé de «petit misérable», de «traître» prétend être président de tous les Français. Mais son origine, ses liens avec

les milieux de la finance révèlent bien de quels Français, en vérité Giscard est l'homme.

Son père, Edmond Giscard d'Estaing, débute sa carrière en 1922 comme directeur des finances du Haut Commissariat français dans la Rhénanie occupée. Il devient inspecteur des finances, avant d'entrer dans les conseils d'administrations de nombreuses sociétés industrielles et financières (où il siège encore) : Thomson-Brandt, Kléber-Colombes, Air-France, Bergougnan, Carbone-Lorraine, Crédit foncier et immobilier. Il présidera la Chambre de commerce internationale, puis la société du tunnel sous le Mont Blanc (ainsi que autre face de la médaille, le Secours catholique...) C'est un ami de l'Amérique, qui présida pendant deux ans le Comité France-Amérique. Et si, en 1962, il entre à l'Académie des sciences morales et politiques, c'est qu'il est, de surcroît, homme de lettres, «Capitalisme», «Argent et Liberté», «Les Finances, terre inconnue»... voilà quelques titres de son «œuvre», qui, on peut le parier, a dû vigoureusement influencer le petit Valéry.

Balayés par la Révolution de 1889, les d'Estaing ont retrouvé leur titre de noblesse en 1922, sur décision du Conseil d'État.

D'ailleurs, par sa mère et sa grand-mère maternelle, Giscard se rattache à une autre noblesse : celle des Montalivet, descendants d'une fille naturelle de Louis XV.

Un tel homme ne pouvait épouser une roturière. Il choisit de passer de la noblesse de sang à celle de l'argent, en épousant Anne-Aymone de Brantes, l'arrière-petite-fille d'Eugène Schneider, le fondateur du Creusot aujourd'hui l'énorme Creusot-Loire, toujours contrôlé par la famille.

Bref, Giscard est un homme bien né !

Voyons sa carrière.

Protégé par Edgar Faure en 1955, Valéry Giscard d'Estaing entre au Parlement en 1956. Souvenez-vous, c'est la grande époque de Guy Mollet. Bien qu'«indépendant», Giscard joint sa voix à celles des députés «communistes» pour soutenir le gouvernement Guy Mollet.

Edgar Faure en fit un homme politique, Debré un homme d'État. En janvier 1959, Giscard entre au premier gouvernement de la Cinquième République : c'est Debré, alors Premier ministre, qui le fait nommer secrétaire d'État aux Finances, auprès de Pinay. Le loup dans la bergerie ! Car, comme il le déclare, plus tard à l'un de ses collaborateurs : «Le jour où nous sommes entrés dans la majorité, ce n'est pas pour en sortir, c'est pour succéder au général de Gaulle». Dont acte !

Pendant la guerre d'Algérie, une chose est certaine, c'est que Giscard comme Mitterrand, était pour l'Algérie française, et qu'il est intervenu personnellement auprès de De Gaulle pour sauver Jouhaud, que le Général était décidé à faire exécuter.

Nous connaissons la suite. Elu président, Giscard va faire avec Chirac puis Barre, tout ce qu'il faut faire pour faire payer aux travailleurs les frais de la crise.

Tel est le président au service des monopoles capitalistes.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Une influence grandissante

A Orléans, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge présentent des candidats. C'est la première fois que cet important fait politique se produit.

Depuis bientôt dix ans, en effet, qu'existent des militants se réclamant du marxisme-léninisme sur Orléans, aucun d'entre eux n'a participé aux élections, n'en n'ayant ni les moyens politiques, ni les moyens organisationnels.

Aujourd'hui il en va autrement. Les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge sont présents et bien présents et personne ne peut contester, s'il est honnête, le travail politique important qu'ils ont effectué depuis trois ans.

POURQUOI TROIS ANS ?
En mai 1974, un important mouvement d'unification politique se produit chez une grande partie des militants se réclamant du marxisme-léninisme. Quel-

qui effectuent le ralliement. Tout ce processus d'unification s'est fait sur la base idéologique du PCMLF et sous sa direction politique.

Parallèlement, un important travail politique est mis sur pied en direction des entreprises : CEPEM, PTT, Orlande, Malichaud, Rivière-Casalis, John Deere, etc. Les premiers tracts, collages apparaissent.

En octobre 1974, 50 personnes assisteront au premier meeting, en mai 1976, une centaine, en mai 1977, 150 personnes. Ces chiffres montrent les progrès réalisés. Mais le travail des marxistes-léninistes va davantage s'approfondir à l'occasion des législatives.

LES AXES DE TRAVAIL DES MARXISTES-LÉNINISTES

Les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge en se

battant sur la ville et les entreprises expliqueront le sens des candidatures présentées. Ce sont des militants ouvriers et paysans qui se lient chaque jour à la classe ouvrière et aux masses populaires. Ce sont des militants syndicalistes actifs, développant une ligne d'action classe contre classe là où ils sont présents.

Ce ne sont pas des politiciens professionnels comme ceux de la bourgeoisie. Ils ne pratiquent pas la démagogie. Le socialisme qu'ils veulent, que nous voulons tous, sera construit par et pour les masses. Ce sont les ouvriers, les petits paysans, les intellectuels révolutionnaires les masses populaires qui font l'histoire et pas trois ou quatre bourgeois se pavant à la télé et ne s'adressant aux masses

que pour bien voter pour eux, bien entendu.

Les marxistes-léninistes sont soutenus activement et totalement par le Parti communiste marxiste-léniniste de France, son Comité de Parti et ses cellules. Chaque candidat est d'ailleurs soutenu par une cellule présente dans l'entreprise où il travaille. Cela est important à savoir, pour tous les travailleurs après desquels nous travaillons quotidiennement dans les entreprises ou ailleurs.

CONCRETEMENT

L'agitation-propagande par voie de tracts et d'affiches va augmenter considérablement afin d'expliquer aux gens de la région le sens de la candidature des marxistes-léninistes.

Deux types de meetings se prévoient. Un type au ni-

veau de la ville même, ce que nous appellerons «meetings centraux». Là, les marxistes-léninistes expliqueront concrètement leur campagne, leur action quotidienne dans les masses. Le deuxième type de meeting sera l'intervention politique dans les meetings de l'Union de la gauche. Se servir du meeting des autres comme d'une tribune pour expliquer aux auditeurs présents leur ligne politique.

Dans les entreprises, un type d'intervention spéciale est prévue auprès des militants de base de l'Union de la gauche dans la lignée de l'intervention de Jacques Jurquet à la fête populaire de Gemenos et de celle du 6 novembre à la Mutualité à Paris.

Les deux circonscriptions vont toucher étroitement les campagnes. Un important travail est donc prévu en di-

rection des petits paysans, intervention qui ne se fait pas encore régulièrement aujourd'hui. Car les petits paysans sont touchés par la crise du système capitaliste. Ils doivent affronter les trusts agro-alimentaires. Cela permettra aussi de se battre pour l'unité ouvriers-paysans. Par exemple, dans la région de Montargis, il existe une entreprise, la Gesa (engrais Gesarol) en lutte depuis 18 mois. Les dirigeants du PC ne font rien pour que les ouvriers et les paysans s'unissent contre le capitalisme.

La grève de Rivière-Casalis à Orléans en janvier 1976, avait permis de réaliser un début d'unité dans la grève, (nourriture aux grévistes). Et Rivière-Casalis fabrique du matériel agricole.

EN GUISE DE CONCLUSION

Le travail politique des marxistes-léninistes sera donc multiforme et sera essentiellement la poursuite du travail déjà engagé. Il sera une occasion de plus de populariser la ligne politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Le PCMLF existe à Orléans en tant que tel, cela nous l'avons déjà dit, mais il se renforce dans la classe ouvrière essentiellement.

Les cellules d'entreprises se développent et la campagne des législatives verra certainement un renforcement des rangs de ce parti. C'est donc avec confiance et en connaissant les difficultés que les marxistes-léninistes se lancent dans la bataille.

QUELQUES ELEMENTS SUR LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE A ORLEANS

Économiquement parlant, le Loiret est une région à forte vocation agricole, mais fortement industrialisée. Forte vocation agricole puisqu'on trouve sur ce département cinq régions agricoles : la Beauce, le Gâtinais, la Sologne, le Berry, le Val-de-Loire.

La Beauce, ce sont de grandes étendues de blé, orge, maïs, betteraves et pommes de terre. Le Gâtinais, moins riche, était jadis connu pour son miel et ses poules. Aujourd'hui, le maïs et l'élevage de bovins occupent une grande place. La Sologne, très pauvre hormis les grandes propriétés privées d'où ont été chassés les petits paysans, fait de l'élevage de bovins et des céréales. Le Berry occupe une place importante pour l'élevage du charolais, bœuf de boucherie réputé. Les petits paysans disparaissent les uns après les autres, ruinés. Le Val-de-Loire produit essentiellement des primeurs et des fleurs (rosiers). Les fruitiers y sont abondants. La vigne qui avait presque totalement disparu connaît un regain d'activité.

Du point de vue industriel, il y a trois grandes régions. Gien-Briare (faïences, porcelaines, laboratoires pharmaceutiques, petites industries métallurgiques, bâtiment).

Montargis-Chalette et sa ville, immigrée, Chalette-Vesines, avec 47 nationalités. Là on trouve l'industrie chimique (caoutchouc avec Hutchinson-Mapulit), de la métallurgie, des industries liées à l'agriculture (GESA). Proportionnellement cette zone occupe plus d'ouvriers qu'Orléans. Orléans-Saran-Fleury-La Source est la troisième région. Les grandes zones industrielles sont récentes : 1965-1970 à Orléans-Ouest et 1970-1975 à La Source. La zone de Saran est beaucoup plus vieille. C'est dans cette région que l'on trouve les grands conflits dont nous avons parlé et où nos camarades mènent la lutte.

LA CRISE

Le bâtiment est certainement le plus touché, pas d'embauche et une grosse faillite. L'entreprise Dallah-Vara et sa filiale La Tec (préfabriqué, plaques de ciment précontraint) ont fermé. 400 travailleurs sont sur le tapis. Bouygues a racheté en déqualifiant la main-d'œuvre et en ne réembauchant qu'en nombre restreint.

Les autres secteurs ne sont pas épargnés : réductions d'horaires à la CEPEM embauche d'intérimaires, etc. On compte à peu près 6 000 chômeurs sur le Loi-

ret dont 3 000 à Orléans ce qui, comparé au niveau national, est relativement peu.

LES LUTTES

Si elles ont été nombreuses au printemps dernier, elles ont pratiquement cessé à l'automne. Seules les MJC occupent le devant de l'actualité locale avec la municipalisation décidée par la mairie afin de briser le courant progressiste qui y existe. Bien qu'en sommeil depuis quelques temps, la lutte va rebondir au fur et à mesure que les contrats des comités de gestion vont se terminer. Là, les MJC seraient théoriquement municipalisées, mais c'est sans compter sur la volonté de lutte des directeurs et de leur section CFDT.

Au niveau politique, le Loiret comprend quatre circonscriptions électorales. Orléans est divisée en deux : Une moitié sur la première circonscription, une moitié sur la deuxième circonscription. Les quatre députés sortants sont RPR. Un ne se représente pas. D'ores et déjà sont connus sur les deux circonscriptions auxquelles appartient Orléans, les candidatures suivantes : une UJP, une RPR, une PR, une CNIP, une PS, pour la première circonscription une RPR, ICDS, pour la deuxième circonscription. Aucun candidat du PCF n'est encore connu. La majorité, «unie» dans sa diversité, présente quatre candidats dans la première circonscription. Ce qui montre l'enjeu de la bataille. Cela est rare de voir tant de candidats à la fois. Il semble bien que le

un CDS et un RPR.

La vieille droite qui avait pâli légèrement en 1971, regroupe ses forces et se prépare activement aux élections contre la fausse gauche. Orléans, ville de plus de 30 000 habitants, n'est pas tombée aux mains de la gauche, et les députés RPR tiennent à conserver la place.

Les marxistes-léninistes combattent l'électoralisme qui consiste à tout miser sur les bulletins de vote. Ils lui substituent la lutte classe contre classe, pour renforcer le courant qui s'oppose à toute solution capitaliste.

Le PS est le premier parti de la gauche à Orléans. Déjà le PSU faisait jeu égal avec le PCF : 16 % au PSU contre 17 % au PC au municipales de 1971. La mairie d'Orléans soutient d'ores et déjà les candidats de la majorité, d'autant plus que deux adjoints au maire sont déjà en lice :

Les candidats marxistes leninistes a Orléans

Marie France Manoury



Marie-France Manoury se présente dans la première circonscription.

Elle est âgée de 29 ans. Elle est célibataire. Elle est ouvrière à Orléans qui fabrique des produits de beauté. Elle est militante syndicale à la CFDT.

En octobre 1975, cette petite usine de 300 personnes (en majorité des femmes) se met en grève. C'est une bombe dans la ville. Visiblement personne ne s'y attend. La camarade participe activement à la grève avec les autres ouvrières, c'est sa première grande grève. Elle n'a pas beaucoup d'expérience comme les marxistes-léninistes avec lesquels elle travaille. Et pourtant ce sera une victoire, une victoire de femmes en lutte contre un patron de choc, aidé par des cadres serviles.

Cette lutte a été menée de façon exemplaire, bénéficiant d'un grand appui et d'une grande popularité dans la classe ouvrière orlé-

naise. Cette grève a inauguré une longue liste de conflits jusqu'en juin 1976. Nombreuses seront les luttes qui s'en inspireront. Elles s'inspireront des formes de lutte, assemblées générales, comité de grève, comité de soutien. Elles s'inspireront des revendications : augmentations uniformes pour tous, 5e semaine de congés payés, etc.

Puis l'usine a été revendue. Et aujourd'hui, elle appartient au trust Max Factor (Canada-Dry-Gini). Au niveau du personnel, deux grands problèmes se posent avec acuité :

- d'une part, le patron embauche des intérimaires dont les marxistes-léninistes réclament l'embauche définitive. Pour faire face à la crise et préserver ses profits, le patron est prêt à sacrifier les ouvrières.

- d'autre part, il pratique le chantage et la pression pour que les ouvrières démissionnent. C'est une deuxième méthode pour se débarrasser des ouvrières et

Alain Ziani



Alain Ziani : suppléant de Michel Gaurant (2e circonscription).

Il est âgé de 26 ans et il est célibataire. Il est ouvrier métallurgiste à l'usine John Deere, dans la banlieue nord d'Orléans. Il a fait une formation professionnelle pour adultes en 1975, c'est là qu'il a connu les militants marxistes-léninistes de l'Humanité rouge. Il est ajusteur. En juin 1976, il adhère à la section CFDT de son entreprise. En mai 1977, après la grève de mars, il devient représentant syndical CFDT. En mars 1977, les marxistes-léninistes animèrent réellement la grève à laquelle participèrent 95 % des ouvriers, ce qui est rare dans les entreprises. Les journées d'action sont suivies à 20 ou 30 %, en cas de forte mobilisation (7 octobre, 24

mai) 40 %.

En octobre 1977, il refuse de distribuer la plateforme CFDT. Le PS et un membre de la direction de la section (secrétaire) sous son influence, lancent une attaque contre le camarade (en fait contre le PCMLF). Samedi 19 novembre, une réunion a lieu où le camarade est démis de ses fonctions par cinq voix contre quatre en l'absence de la majorité de la section. Ce qui montre la faiblesse des dirigeants. Il y a 45 adhérents dans la section. Le camarade a demandé à être remplacé immédiatement pour ne pas faire bénéficier le patron des heures de délégation. Devant l'absence de remplaçant, le camarade est reconduit comme représentant au CE à l'unanimité des présents jusqu'à ce qu'un représentant soit

trouvé. La lutte continuera. Ce qui déchaîna les dirigeants CFDT, c'est le lièvre levé par les militants marxistes-léninistes. Le lièvre, c'est la caisse de grève qui est entre les mains des dirigeants syndicaux et dont ne bénéficie pas les grévistes.

En mars 1968, il occupera avec ses camarades son entreprise pendant un mois. En 1970, il devient secrétaire de sa section à la tête de laquelle il est réélu chaque année depuis. Il participe à la mise sur pied de l'Union locale CFDT. Il est le secrétaire de cette Union locale de 1970 à mai 1973. Après 9 mois d'absence, il revient à l'Union locale en tant que responsable à l'organisation jusqu'en janvier 1976, date à laquelle il en sera pratiquement exclu.

Sa vie militante lui a permis de connaître mieux la classe ouvrière, de participer à son combat. Elle lui a permis de connaître les fondements et les objectifs de la CGT et de la CFDT. Divers événements lui ont permis de suivre l'évolution de la CFDT et lui ont forgé son opinion politique, notamment lors des fameuses «caisses de socialisme» à laquelle les dirigeants confédéraux participent sans en référer à la base des syndiqués.

Sur son entreprise il af-

Michel Gaurant



Il est âgé de 32 ans, marié père d'un enfant. Il est ouvrier à Malichaud à Orléans. Il travaille dans cette entreprise depuis 1966. Quand il est arrivé, l'usine comptait 700 personnes, aujourd'hui 400. En 1967, il adhère à la CFDT avec comme base d'adhésion une

voionté de lutter contre la répression capitaliste d'exploitation et d'oppression.

fronte avec ses camarades une CGT majoritaire. C'est une dure bataille de tous les instants pour une juste lutte contre le patronat, contre le capitalisme.

Le travail d'explication pour l'unité de classe de la classe ouvrière porte ses fruits en 1976. Pendant 10 jours, les ouvriers vont affronter le patron. La CGT suit le mouvement. Les décisions sont prises en assemblées générales.

Mais ce dur travail sera remis en question par quelques hauts dignitaires de la CFDT qui tentent de liquider les marxistes-léninistes dont le camarade. Il y eut des rencontres secrètes, des magouilles. Les huit responsables avaient prévu la dissolution de la section et l'exclusion du camarade du bureau de l'UL avant la fin 1976. Le PS est derrière toutes ces manœuvres. Les manœuvres ont échoué à cette époque et en février 1977, une motion condamnant les exclusions fut votée à l'assemblée générale de l'UL-CFDT.

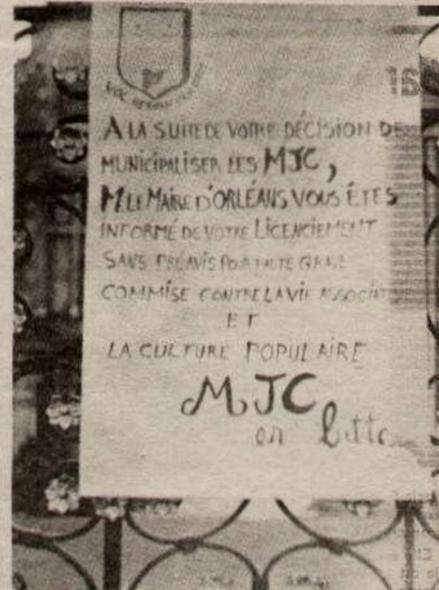
Voilà donc et l'aspect biographique du camarade et le travail politique effectué dans l'entreprise.

Malichaud : 400 personnes. CGT : majoritaire aux élections CFDT : minoritaire, mais sur une ligne de lutte classe contre classe.

Cette section est très active et de fait reprend le point de vue de la majorité des ouvriers. Une cellule du PCF qui dirige la CGT. Elle ne fait pas de travail politique autonome, se contente de distribuer le matériel central. Elle a une douzaine de membres.

Une cellule du PCMLF qui dispose d'un bulletin sur l'entreprise. Ses militants, sont liés aux ouvriers et sont d'actifs militants syndicaux. Ils animent de nombreux débats politiques notamment sur l'Union de la gauche, les élections, etc.

Quatre ou cinq membres du PS qui ne constituent pas une cellule et qui n'ont que très peu d'influence sur les ouvriers.



Au cours d'une manifestation de solidarité aux MJC, lutte, ci-dessus la lettre de licenciement au maire officieuse, devant la mairie, ci-dessous l'intervention de J.J. Regibier, secrétaire de la section CFDT des directeurs.



La bataille politique de 1978

LE PSU : LE PARTI DES PETITES MANŒUVRES

Le Conseil national du PSU s'est réuni les 11 et 13 novembre à Limoges. Cette réunion faisait suite à celle du 30 janvier. Elles avaient toutes les deux pour but de définir un programme «pour la construction du socialisme autogestionnaire». Après 17 années d'existence, qu'est devenu le PSU ? Que propose-t-il pour les élections de mars 1978 ?

La pierre d'achoppement : la gauche

C'est toujours sur la question de la gauche que le PSU s'est constitué mais aussi s'est divisé. Le PSU connu, par exemple, ses heures de gloire après Mai 68. Ce parti allait pendant quelques mois être l'auberge espagnole regroupant toute une quantité de courants se réclamant vaguement de la révolution. Ses militants se retrouvent-ils pour plusieurs raisons : ils refusaient l'attitude des dirigeants du PCF en mai-juin 68, les trahisons que constituent les accords de Grenelle et l'enterrement électoral que furent les législatives de juin. Mais, pour la plupart, intellectuels issus de la petite-bourgeoisie, ils n'allèrent pas jusqu'au bout de ce rejet. Ils se définirent comme trotskistes, maoïstes autogestionnaires ou un peu tout cela en même temps. Puis, le PSU alla de scis-

sion en division. Là encore, sur la question du révisionnisme (le PCF) et du réformisme (le PS), la «Gauche révolutionnaire», refusant tout compromis avec la gauche, quitta le PSU et rejoignit ensuite l'Humanité rouge. Rocard retourna là où était son cœur (et son futur porte-feuille ministériel) : au PS. D'autres allèrent un peu partout... Aujourd'hui, il reste un groupe, dirigé par un nommé Mousel, qui en est encore à la même question : alliance ou non avec la gauche, ou plutôt (car les choses évoluent toujours) quelle alliance avec la gauche ? D'une part, se donner des allures plus à gauche que la gauche, mais toujours sans se couper de cette même gauche, tel est aujourd'hui le problème qu'espère résoudre le PSU...

se définit comme la «troisième composante de la gauche», la composante autogestionnaire, la première étant le «communisme» (PCF) et la seconde la social-démocratie (le PS).

Au niveau électoral, cela se traduit par le démarrage suivant : constituer un front autogestionnaire et présenter des candidats de ce front, puis se désister pour le PCF et le PS au second tour. Jusqu'à présent, seul le Mouvement pour une alternative non-violente a répondu à l'appel du PSU.

Le parti de Mousel s'est pourtant lancé dans une série de manœuvres tactiques avec tout ce qui de loin ou de près pourrait se recommander de l'autogestion, aussi bien pour mars 78 que de façon générale. Rassembler tout le courant autogestionnaire est une tâche d'autant plus vaste que l'autogestion est un concept pour le moins vague et imprécis. Le PSU a ainsi contacté en vrac : le PCF, le PS, la CFDT, les autonomistes, les écologistes et il se réclame prêt à discuter avec le CERES, la minorité du PS.

Le résultat ? Le PS a répondu par un silence insistant. Les écologistes ont refusé. La CFDT est restée muette. Les autonomistes ont accepté quelques con-

tacts. Seul, et cela vaut la peine d'être souligné, le PCF a permis que des discussions aboutissent : un constat des accords et des divergences a été signé.

Comme on le voit, il n'est pas facile de se tailler une place au soleil en tant que «troisième composante de la gauche», et pas facile non plus de rassembler tout le courant autogestionnaire, puisque tel est le but...

Quant aux militants de base du PSU, on les retrouve parfois dans tel ou tel comité de soutien, dans la CFDT, dans certaines luttes. On trouve chez certains d'entre eux une vraie volonté de lutter, mais ce ne sont pas les orientations de la direction de leur parti qui peuvent les y aider, fixer les objectifs et les méthodes.

Cela est bien normal. Cette «Unité populaire» amène les militants à être pris dans tout un système de pression stériles sur le PS et le PCF. Et quant à l'autogestion, sa définition correspond tout au plus à une vague libéralisation du capitalisme, comme cela pourrait exister en Yougoslavie ou en Suède. A notre avis, c'est sans issue.

tion doivent y prendre place.

Ce constat n'a rien de surprenant en soi. Pour le PCF, il entre «dans l'esprit de son 22^e congrès, de réaliser un vaste rassemblement majoritaire, sur la base d'un bon Programme commun...» avec, bien sûr, le concours de toutes les forces qui voudraient s'y joindre ou participer à la réalisation de ces objectifs.

Pour le PSU, «l'unité d'action est indispensable pour que soient défaits les forces conservatrices, pour que la droite perde le contrôle de l'Etat...»

Ce qui retient toutefois notre attention, c'est que seul le PCF a répondu à l'appel lancé tous azimuts par le PSU. Il faut que les deux partis soient dans une bien mauvaise position pour en arriver là.

Se retrouvant seul après la rupture de la gauche, le PCF cherche un allié, même faible, même instable, même s'il lui faut pour cela parler d'autogestion pour atteindre ses objectifs ! C'est beau, la

ligne du 22^e congrès et l'électoratisme !

Quand au PSU, il s'agit de freiner la situation de stagnation ou même de répression qu'il connaît et de sortir de ce qu'il appelle «le ghetto de l'extrême gauche».

Toutefois, là encore, bien des militants de base ne voit pas ce mariage (même tactique) avec le PCF d'un bon oeil. Le courant C (minoritaire) a peur d'une «satellisation» du PSU par rapport au PCF. Claude Bourdet, parle même d'un PSU devenu la «caution démocratique du PCF». Comment les militants de base du PSU pourraient-ils oublier le mépris des dirigeants du PCF à leur égard, quand le Programme commun marchait bien et que le PSU se permettait quelques petites critiques à l'Union de la gauche. «L'esprit de franchise et de compréhension» dans lequel se seraient déroulés les débats au sommet entre les deux partis, laisse bien des militants perplexes et inquiets.

Unité populaire et Union de la gauche

Toute la politique définie aujourd'hui par le PSU dans son programme «pour l'autogestion» est marquée par le fait que la gauche est divisée et que les élections sont, proches. Au PSU, on ne parle plus de révolution que par accident. L'analyse du conseil national est la suivante : la droite ne peut plus gouverner la France, la droite peut encore être battue, mais ce

n'est plus la gauche qui peut la battre. C'est l'unité populaire. Toute la perspective est électorale. L'Unité populaire c'est tout d'abord unir un certain nombre de «courants de lutte» : celui des femmes, des immigrés, des autonomistes, des écologistes, etc., pour ensuite réaliser l'unité avec les partis de gauche. C'est ainsi que le PSU

PCF-PSU

Un drôle de couple

Le «Constat des discussions entre les groupes de travail du PCF et du PSU» signé le 4 novembre, a relevé «des points d'accord satisfaisamment nombreux pour considérer qu'il existe des

possibilités d'action et de prise de position commune». Il fut déclaré par ailleurs à ce propos : «L'Union est une nécessité (...) les forces qui luttent pour l'autoges-



L'unité de toutes les couches du peuple, l'unité de toutes les aspirations des exploités, c'est dans la lutte qu'elle se fait, dans le combat contre les trahisons des chefs des partis de gauche. Et en aucun cas en cherchant à passer des accords électoraux (toujours tortueux) entre états-majors de gauche.

FAITS ET MEFAITS DES PARTIS BOURGEOIS

Le PS et ses amis les flics

Il n'est pas nouveau que les dirigeants des soi-disant partis démocratiques demandent le renforcement de l'appareil de répression qu'est la police. Nous ne prendrons ici que l'exemple de Montpellier pour montrer leurs conceptions des libertés et de la «démocratie» lorsque ces individus participent au pouvoir.

Voici quelques extraits d'un compte-rendu de l'intervention qu'a fait Georges Frêche, maire PS de Montpellier et responsable des problèmes de sécurité et de police du groupe des socialistes et radicaux de gauche à l'Assemblée nationale. Cette intervention faite auprès du ministre de l'Intérieur est parue dans «Le Midi libre» du 15 novembre 1977.

«Vous n'ignorez pas, Monsieur le ministre, l'inquiétude sourde des habitants des grandes villes devant la montée de la criminalité : attaque dans les parkings souterrains, attaque des personnes seules, souvent des femmes, arrachage de sacs dans les quartiers isolés et les ZUP, souvent sans police la nuit comme la ZUP de la Paillade à Montpellier».

La Paillade est un quartier populaire (ZUP) de 40 à 50 000 personnes, composé pour l'essentiel de HLM. La majorité des ha-

bitants y sont des ouvriers, y compris immigrés, tel à la cité Phobos, composée exclusivement d'immigrés et le foyer de travailleurs immigrés. Il est significatif que la demande de flics soit essentiellement pour ce quartier. Récemment, les flics y ont tabassé des jeunes.

«Cette délinquance en marge du classique «milieu» est de plus en plus difficile à contenir. Le succès passe non par des opérations publicitaires, mais par l'accroissement des effectifs de police qui conditionne lui-même l'extension des expériences «d'ilotage» dans les quartiers périphériques».

L'ilotage est le système de surveillance mis en place par le traitre Pétain et son gouvernement au service des nazis. Les bourgeois de gauche, à l'image de ceux qu'ils voudraient remplacer à la tête de l'État, cherchent à créer un véritable climat d'insécurité, de méfiance, de racisme.

Bref, ils veulent intensifier la répression antipopulaire, au lieu de combattre le système capitaliste.

Le «renouveau» du PS dans le Gard

Gérard Chayne, secrétaire général adjoint du PS après avoir soutenu dans le temps le député CDS du CDJA du Gard, est un homme qui monte dans le ciel du PS. Cet agriculteur, riche, de la région de Vauvert, s'est toujours distingué par son sens patronal, il a toujours eu le souci de sa carrière : après avoir fait carrière dans le CDJA du Gard, puis dans le CNJA dont il est un des hommes d'appareil. Le voilà aujourd'hui élu par les militants du PS comme candidat aux élections législatives. Cela ne doit pas nous étonner si cet homme plein de «bon sens» se retrouve aujourd'hui au PS après avoir soutenu dans le temps le député CDS (centre des démocrates sociaux) Poudevigne ; il est des tournants qu'il faut savoir prendre au bon moment ! Quoiqu'il en soit, le choix d'un tel candidat par les jeunes loups du PS qui se présentent complaisamment comme le renouveau du PS, est édifiant. Ils remplacent un vieux routier de la politique, le docteur Bastide, par un jeune arriviste, par de jeunes capitalistes viticoles. Bref, par quelqu'un qui a maintes fois démontré qu'il était un ennemi des travailleurs.

ALLEMAGNE FEDERALE Reportage pages 16-17
Des millions de suspects

L'Humanité rouge

bimensuel

No 19

est paru



Pour avoir diffusé l'Humanité rouge sur la marché de Martigues, deux militants marxistes-léninistes passeront devant le tribunal de Martigues vendredi 21 novembre à 15 heures à la demande de la municipalité PCF de cette ville. Venez nombreux les soutenir.

• Marseille

Encore un crime raciste des flics !

Abdellaoui Abdelmadjid, 40 ans, a été assassiné mercredi soir par un flic dans le hall de la gare Saint-Charles à Marseille. Les flics, ayant remarqué qu'Abdellaoui Abdelmadjid se promenait avec un canif à la ceinture, ont voulu le soumettre à un contrôle d'identité. Ce dernier a sorti alors son canif. C'est pour avoir fait cela qu'il fut abattu, un flic a tiré sur lui trois balles, à la tête, à l'abdomen et à la poitrine.

Les flics l'ont laissé sur le pavé et n'ont appelé un médecin qu'après avoir constaté sa mort.

Pour justifier ce nouvel assassinat, la police a jugé nécessaire de faire une conférence de presse où devait être débité des mensonges. Abdellaoui Abdelmadjid aurait menacé plusieurs personnes de son couteau, ce qui est totalement faux ainsi que l'ont affirmé divers témoins.

Cet assassinat contre un immigré s'ajoute à une liste déjà très longue. La riposte s'organise et des initiatives vont être prises pour samedi.

Vincent Marchetti est mort

Fidèle ami de la Chine, Vincent Marchetti n'est plus. Nous avons appris avec une peine sincère le décès à Marseille de Vincent Marchetti à l'issue d'une cruelle maladie. Ancien membre des Jeunesses communistes avant 1939, ce militant avait appartenu à l'organisation spéciale des FTP pendant les années d'occupation.

Après la guerre, il avait subi la répression de la bourgeoisie et souffert plusieurs mois d'incarcération sous l'accusation arbitraire d'avoir exécuté un commissaire de police pendant les années sombres. Mais il avait été libéré finalement sans avoir été condamné sur le bénéfice d'un non-lieu.

C'était alors l'époque de la hargne anticommuniste qui s'acharnait sur les meilleurs militants du Parti communiste français. Devenu par la suite secrétaire du syndicat des marins du grand port de Marseille, il avait assumé sa fonction en même temps que son métier de marin au long court (traversée en Extrême-Orient et dans d'autres régions du monde). Il jouissait de l'estime unanime des syndiqués et même de la totalité des marins. En 1963, il fut parmi les premiers à prendre conscience des méfaits du révisionnisme et participa pendant plusieurs années aux activités du Cercle marxiste-léniniste puis du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste). Il participa au second voyage de militants antirévionnistes organisé en République populaire de Chine. Malheureusement, le mouvement marxiste-léniniste était encore très inexpérimenté et faisant ses premiers pas, ne savait pas régler convenablement les contradictions au sein du peuple.

Pour des raisons qui peuvent paraître aujourd'hui tout à fait secondaires, une rupture éloigne Vincent Marchetti et quelques autres camarades. Ces camarades continuèrent leurs activités de manière positive en animant le centre culturel France-Chine qui continue d'ailleurs de fonctionner actuellement.

Depuis un certain temps, plusieurs de nos militants étaient entrés de nouveau en rapports amicaux avec Vincent Marchetti et son épouse. Au moment où disparaît ce militant, il importe de saluer sa mémoire en rappelant qu'il fut l'un des signataires de la Résolution solennelle publiée le 15 juillet 1964 par dix membres du PCF, arbitrairement exclus en riposte aux mensonges et calomnies des dirigeants révisionnistes (Humanité Nouvelle No1 de février 1965 page 8).

De même, Vincent Marchetti fut un des signataires de la déclaration solennelle «Pour la fidélité à l'idéal communiste» publié dans l'Humanité nouvelle No11 (Numéro spécial du 15 novembre 1965) à l'occasion des élections présidentielles où le PCF soutenait pour la première fois le candidat Mitterrand.

Le décès de Vincent Marchetti prive les amis de la Chine d'un de leurs plus fidèles militants. Les vétérans du mouvement communiste marxiste-léniniste, qui l'ont connu et estimé présentent à sa veuve Micheline Marchetti et à sa fille Jeanne leurs condoléances émues et sincères et saluent la mémoire de Vincent comme celle d'un communiste inflexible et courageux qui contribua à la formation du mouvement marxiste-léniniste en France.

Rapport du Centre d'études et des coûts
Une condamnation

Le rapport gouvernemental - Centre d'études des revenus et coûts - est une condamnation du système capitaliste sous lequel nous vivons, de l'inégalité que le capitalisme développe et maintient. Bien sûr les chiffres sont masqués ou inter-

prétés dans le sens de la politique de Barre : ils ont pour but de soutenir les mesures du conseil des ministres de mercredi. Mais nous pouvons en relever cinq points. Les chiffres sont ceux de 1976 (*).

QUATRE MILLIONS GAGNENT MOINS DE 2 000 F

Quatre millions de salariés gagnent moins de 2 000 francs par mois. 71,5% gagnent moins de 3 000 francs par mois. Il y a les plus défavorisés : les jeunes et les apprentis, qui sont 790 000 à gagner moins de 1 530 F par mois (cela représente 6,7% des salariés de l'industrie et du commerce).

A l'autre pôle de la société, du côté du manche, ils sont 10% à posséder 50% du patrimoine national. Par contre 50% des ménages (les plus pauvres) ne détiennent que 3% de ce revenu national.

La conclusion coule de source : La France a aujourd'hui un système social basé sur l'inégalité. Mais nous dit-on cette inégalité se resserre... C'est faux.

LES IMPOTS FRAPPENT PLUS LES OUVRIERS

Il faut ajouter à ces chiffres que les impôts frappent plus les ouvriers que les autres couches sociales.

Les plus forts prélèvements fiscaux (impôts) portent sur les salaires ouvriers (49,2%). Ces 49,2% se partagent ainsi : impôt sur le revenu, 3,2% - impôts indirects (dont la TVA surtout), 13,2% - cotisations sociales, 32,8%.

Pour les cadres le prélèvement est de 44,5%. Pour les professions libérales, il est de 26,6%.

Signalons au passage qu'une des conséquences des inégalités que nous venons de montrer est que seuls 44,7% des ouvriers partent en vacances contre 88% des cadres et professions libérales. Les ouvriers qui partent, s'en vont 25 jours en moyenne, les cadres et professions libérales 40 jours.

IL N'YA PAS DE RESSERREMENT DES REVENUS

Le resserrement des revenus, c'est la conclusion que Barre et son gouvernement tirent de ce dossier de chiffres. On peut se demander s'il sait compter. Il n'y a pas eu resserrement des revenus.

Prenez quelques chiffres montrant que les bas salaires n'ont en rien rattrapé leur retard par rapport aux salaires des cadres. Si nous prenons pour base l'année 1955 et le chiffre 100 comme repère, l'augmentation des revenus nous amène à l'indice 608 pour les fonctionnaires, 673 pour le SMIC, 678 pour les agents de maîtrise, 706 pour les cadres, 731 pour les employés, 746 pour les ouvriers horaires.

Les proportions sont donc restées sensiblement les mêmes, à quelques différences près. Mais il n'y a pas à proprement parler de resserrement.

LES PAYSANS NE SONT PAS TOUS PAREILS

Le rapport voudrait indiquer que le revenu paysan est en hausse de 3,1%. Or, il y a un truquage évident. Tous les paysans, du plus gros au plus petit, sont mis dans la même catégorie sociale.

Or, entre les petits éleveurs et les exploitants de grandes cultures, il y a un écart de revenus de 1 à 33. C'est-à-dire que le gros paysan gagne 33 fois plus que le petit. Ce sont eux qui s'enrichissent, les gros, tandis que les petits sont condamnés à la faillite : le nombre d'agriculteurs diminue chaque année de 2,7%.

Aller donner un chiffre de 3% d'augmentation des revenus, c'est de la falsification de chiffres.

LES FEMMES RESTENT MOINS PAYEES

Nous avons parlé des faibles revenus des jeunes. Il faut parler aussi de la différence qui existe toujours entre le salaire des hommes et celui des femmes.

De 1946 (il faut remonter loin) à 1977, l'écart entre les salaires masculins et féminins est passé de 15% à 3,5%. C'est un écart moindre, bien sûr, mais le principe à travail égal-salaire égal reste lettre morte, sur le papier des textes de loi.

Cet écart entre les salaires des hommes et des femmes reste sensiblement le même quelle que soit la profession exercée.

(* nous ne ferons pas de comparaison avec les revenus des patrons ou grosses fortunes bancaires, dans la mesure où les chiffres qu'ils déclarent sont absolument incontrôlables.

Le PCF et les immigrés

UNE PROPAGANDE SOCIAL-CHAUVINE,
UN PROJET CAPITALISTE

«Le départ des travailleurs immigrés ne ferait pas le bonheur des Français».

C'est par ces fortes paroles que Jean Colpin, membre du Bureau Politique du PCF débute son argumentation. Défendre les travailleurs immigrés oui, mais dans la mesure où cela permet de sauvegarder les privilèges de certains travailleurs français. La surexploitation des immigrés n'est-elle pas l'un des éléments qui permet à l'impérialisme français d'entretenir une aristocratie ouvrière, base sociale principale du PCF.

Colpin, s'appuie ensuite, sur «l'étude gouvernemen-

ta réalisée par une commission d'économistes sous la responsabilité de notre camarade Anicet Le Pors». Autrement dit, et ils osent s'en vanter, les révisionnistes dirigent l'une des commissions sur lesquelles le gouvernement s'est appuyé pour prendre les mesures Stoléru. Quoi d'étonnant à ce que l'étude de fond qui préside à ces mesures comme au projet du PCF soit la même ; les mêmes hommes y ont contribué !

Simplement la tactique est différente : Le gouvernement expulse en grand nombre les travailleurs immigrés alors que le PCF qui

n'est pas au pouvoir peut se permettre de parler seulement de «limitation de l'immigration»

«Il (le départ) porterait de surcroît un préjudice grave à notre économie», Colpin continue. Voilà en fait les véritables raisons pour lesquelles le PCF fait mine de s'intéresser au sort des travailleurs immigrés ; il tient à «leur contribution irremplaçable au maintien de la production dans de nombreux secteurs économiques comme le bâtiment, qui occupe 40 % d'immigrés, ou l'automobile (28 %)»

Les dirigeants CGT de la

métallurgie qui poussent jusqu'au bout cette argumentation chauvine du PCF, ont déclaré ouvertement en Octobre dernier à propos du départ des travailleurs immigrés : «leur départ s'accompagnerait d'une déqualification, sous-rémunération, surexploitation considérables des nationaux qui se substitueraient aux immigrés pour l'emploi.»

Quand aux mesures Stoléru « il faut bien voir qu'au delà de l'opération politique, pas un seul emploi nouveau n'est créé, aucune de ces mesures n'est de nature à influencer de façon positive sur le redressement économique.



Centre de tri PLM-Paris Appel à la solidarité

Extrait de l'appel lancé par les camarades sanctionnés (1), passé de mains en mains dans les différents services

« Les locaux du PLM nous étant interdits, nous nous adressons à vous par lettre.

Votre soutien constitue pour nous un grand encouragement et nous vous en remercions.

Vous vous posez des questions : certains disent :

1) « Il aurait dû attendre sa titularisation ». Fallait-il pour cela que je dénonce certains d'entre vous, comme Eichman ou d'autres me l'ont demandé ?

2) « Qu'il voulait jouer au martyr et faire la politique du pire ».

Quand un gars avait besoin par exemple de partir un peu plus tôt pour aller chercher les gosses, devais-je refuser de le laisser partir ? Est-ce cela jouer au martyr, faire la politique du pire ? Ou au contraire se placer du côté des travailleurs ? Quand on se place sans arrière-pensée de votre côté, on n'a pas besoin d'un vernis social ou syndical pour ensuite faire des rapports dans l'anonymat.

3) « Qu'il s'en fout d'être viré ». N'est-ce pas là, le dernier argument de ceux qui refusent de défendre les travailleurs quand ils passent en conseil de discipline ?

4) « Qu'il faut la merde dans les syndicats ». Si c'est prendre la parole dans les réunions de personnel et dire ce que vous pensez tout bas : « Ras-le-bol des grèves bidons de 24 heures », comme les nouvelles du 16 et du 1er et s'en tenir à des positions de classe, alors oui Kup (3) et moi-même nous acceptons cet argument !

D'autres bruits circulent encore !

1) « Qu'on n'a pas laissé la parole aux délégués syndicaux ». Lors de la réunion du personnel du 9. Tout le monde en B connaît la réponse à cet argument. Pour vous, essayez de vous renseigner auprès de la grande majorité des gars en B.

2) « Que la grève « minoritaire » aurait enfoncé Menvielle ». Tout le monde en B sait que la délégation de masse a été votée majoritairement, que ça a été la première mobilisation réelle des travailleurs pour nous défendre. La grève qui m'aurait enfoncé définitivement, n'est-ce pas plutôt celle symbolique, prévue lors de la tenue du conseil de discipline et que proposaient les délégués CGT et CFDT ?

3) « Que la « substitution des rapports du dossier coulerait Menvielle définitivement ».

Ces rapports sont tous datés du 1er février et j'ai consulté mon dossier le 18 février quand le directeur demandait la prolongation de mon stage et le report

de ma titularisation il y a 7 mois. Ces rapports n'y étaient pas. Alors de deux choses l'une :

— ou la direction reconnaît que les rapports devaient y figurer le 18 février, lorsque j'ai consulté mon dossier pour la première fois, et dans ce cas, elle reconnaît qu'elle trafique les dossiers.

— Or, la direction nie que ces rapports étaient dans le dossier et dans ce cas, je n'ai rien subtilisé du dossier !

Mais nous savons que la grande majorité d'entre vous veut nous défendre !

Devant l'absence totale d'initiatives des directions syndicales pour impulser la mobilisation, nous jugeons très positif l'apparition du tract « seule la lutte paiera » rédigé et payé par des travailleurs syndiqués et non-syndiqués. Ce groupe de personnes devrait se renforcer et poursuivre ce travail. Nous jugeons aussi très posi-

tif la pétition qui circule en B, en A, qui est signée très massivement et qui demande « aux syndicats puisque eux seuls en ont la possibilité d'organiser des assemblées de brigades dans les plus brefs délais et de déposer un préavis pour la grève qui sera le seul moyen de faire reculer la direction ».

C'est uniquement grâce à votre action déterminée que nous pourrions vaincre.

Travailleurs, avec ce qui s'abat sur nous, c'est vous qui êtes visés.

Travailleurs, tout unis dans l'action, c'est à vous que reviendra le dernier mot !

(1) Pour les faits, voir nos éditions précédentes.

(2) Eichman : surnom donné par les positiers du PLM à un inspecteur central (devenu chef de division). Roguedon connu par son abus d'autoritarisme.

(3) Kup : Kuperstein, nom d'un des deux sanctionnés.

Toulouse

Médecins-flics

Lutter contre la remise en cause d'avantages acquis

Avec son plan d'austérité, Barre a donné le signal d'une attaque forcenée contre les acquis de la classe ouvrière. La remise en question des accords de mensualisation par l'instauration du contrôle patronal en est un.

Après le mouvement révolutionnaire de Mai 1968, le patronat avait senti la nécessité de faire quelques concessions et en 1970 étaient signés entre le patronat et les syndicats des accords de mensualisation. Ceux-ci, entre autres, prévoient le paiement par les entreprises du complément à 100 % des indemnités maladie pendant un certain nombre de jours et selon l'ancienneté : par exemple, pour la convention collective de la Métallurgie de la Haute-Garonne, 45 jours par an après un an d'ancienneté et 60 jours après 5 ans.

Sous le prétexte de lutter contre l'absentéisme le patronat s'attaque à ces acquis. Il est vrai que l'absentéisme a atteint 20 % dans notre usine pour le personnel productif et tourne autour de 15 %. Mais à qui la faute ? A Motorola, la direction voudrait faire croire que l'absentéisme est si élevé parce que les syndicats poussent les travailleurs à prendre leurs 45 jours de maladie ! Pour tous les ouvriers c'est bien évident que les véritables raisons, ce sont les conditions de travail, les équipes, les rendements, le rythme de vie de plus en plus perturbé, tout cela ayant le capitalisme pour origine.

Mais pour les capitalistes, un ouvrier doit travailler jusqu'à ce qu'il en creve !

En se servant d'arguments juridiques, les accords de mensualisation prévoient la possibilité d'un contrôle, sans préciser de la part de qui ! Les patrons demandent à un travailleur malade de se rendre chez un médecin payé par eux (on parle de 90 F d'honoraires !). Sans aucun examen du malade, ni du dossier, celui-ci la renvoie au travail, et le patron supprime les compléments de la Sécurité sociale.

On revient à la période d'avant 1970 lorsque pour une maladie on perdait trois jours de carence et on ne touchait pour les autres jours que 50 %.

C'est un recul du droit à la santé, pour les ouvriers, un renforcement des inégalités. Un riche peut toujours se soigner, un ouvrier attend d'être complètement à bout pour prendre des jours de maladie.

Il faut refuser les contrôles médicaux patronaux, faire accepter tel quel l'accord de mensualisation et étendre la protection des travailleurs en cas de maladie, par exemple les jours payés intégralement à 100 % pour garder un enfant malade puisque la société (les cré-

Soutenir la grève des égoutiers parisiens

Tous les matins la Bourse du travail se remplit pour l'Assemblée générale des égoutiers parisiens. Plusieurs centaines de grévistes, déterminés, qui, jour après jour, font le point avec leur syndicat CGT, reconduisent quotidiennement leur grève depuis cinq semaines.

La grève est suivie à près de 85 % sur l'ensemble du réseau souterrain.

Depuis cinq semaines Chirac et sa mairie refusent de satisfaire leurs revendications.

Les égoutiers réclament en particulier la création d'un comité d'hygiène et de sécurité.

En effet, pour les quelques 800 travailleurs qui assurent l'entretien et le fonctionnement du réseau d'égout, les conditions de travail sont particulièrement pénibles, malsaines et dangereuses.

Ceux qui assurent la propreté de la ville sont en contact permanent avec la

pollution, les microbes de toutes sortes, la vermine, les rats. Autant de causes de maladies et d'intoxication (30 000 journées de maladie par an). Il faut ajouter le travail sous terre dans une humidité constante vêtu d'un harnachement qui pèse des kilos.

Le travail par lui-même qui consiste à curer les égouts pour en évacuer le sable et les boues, est effectué entre autre avec des bateaux qu'il faut hâler avec des cordes.

Ça fait des journées de plus de six heures sous terre. Voilà toute l'importance de la revendication

sur l'hygiène et la sécurité.

Par ailleurs les égoutiers exigent le reclassement des indices avec tout de suite une prime de 300 F mensuelle et l'augmentation des effectifs.

La lutte des égoutiers bénéficie d'un large soutien ; il faut souligner en particulier celui des éboueurs, ceux-là mêmes qui, il y a six mois, affrontaient le patron Chirac.

A plusieurs occasions déjà, les égoutiers casqués bottés ont manifesté sur le pavé de Paris. Ils sont intervenus à la télévision et au Conseil municipal.

Jeudi 24, ils manifesteront encore à St-Lazare, et surtout, depuis le vendredi 18, ils ont encore accentué la pression pour faire céder Chirac : ils occupent les ateliers en différents endroits.

Soutenez leur grève !



ches) refusent de s'en occuper

COMMENT LUTTER

Jusqu'ici les syndicats s'en sont tenus au terrain juridique. Il n'y a eu des succès que sur des cas particuliers, la justice capitaliste n'a bien sûr pas jugé ce contrôle illégal sur le fond.

De plus en plus de syndicalistes et de travailleurs se rendent bien compte que seule l'action de masse pourra faire reculer le patronat.

A Toulouse, ceux de la CII ont déjà débrayé à environ 300 mais on ne pourra pas vaincre usine par usine ! Toute la métallurgie est touchée : AB6, Simca, Catecoere, CII, Motorola etc.; la chimie aussi : APC

La nécessité de se battre tous ensemble devient de plus en plus évidente : c'est pour cela que les communistes marxistes-léninistes ont renforcé l'idée d'une coordination des sections syndicales sur cet objectif, en vue de déclencher une action sur toute la ville.

D'autre part, un autre fait est positif : c'est l'opposition d'un grand nombre de médecins généralistes qui acceptent mal de voir leurs ordonnances remises en question par les médecins-flics ; certains prennent conscience que c'est l'exploitation des capitalistes la principale source des problèmes de santé des travailleurs.

HR CORESPONDANT

POUR LA SOUSCRIPTION

Le très beau poème sur Mao Tsé-toung intitulé « Mao Tsé-toung vit » (2 F).

Commander et payer à l'APN BP 75866 Paris Cédex 18

Sonacotra

Pour faire connaître leur lutte et pouvoir discuter avec vous, les grévistes des foyers Sonacotra de Chelles, Torcy et Noisiel vous invitent à assister aux diaporamas sur leur lutte et à discuter avec eux le samedi 26 novembre centre culturel de Chelles (77) place Martyrs du Chateaubriand de 15 h à 19 h

Le Comité de Chelles des AFC organise vendredi 25 novembre, à 20h30 salle Hisert, une soirée sur le thème L'OUVRIER EN CHINE

Avec projection d'un montage-diapos et un débat animé par deux syndicalistes ayant séjourné en Chine récemment.